

**Art. 9.** Er wordt een begeleidingscomité opgericht dat moet zorgen voor de samenhang en de evaluatie van de binnen de « C.R.I.E. » uitgeoefende activiteiten en de Regering advies moet geven in het kader van de erkenningsprocedure.

De Regering bepaalt de samenstelling en de werkwijze van het comité.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

—  
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

*Stukken van de Raad.* — 495 (1998-1999) Nrs. 1 à 6.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 28 april 1999. Bespreking. Stemming.



F. 99 — 2025

[C - 99/27496]

**20 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'initiation à l'environnement en Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 28 avril 1999 relatif à l'initiation à l'environnement en Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité de donner, en réponse aux observations de la Cour des comptes, la base légale nécessaire à l'octroi des moyens de fonctionnement des centres d'initiation à l'environnement créés à titre pilote pour l'exercice de leurs missions;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Ministre : le Ministre ayant l'environnement et la conservation de la nature dans ses attributions;

2° asbl : association sans but lucratif, constituée conformément à la loi du 27 juin 1921, accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements publics;

3° administration : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;

4° C.R.I.E. : centre régional d'initiation à l'environnement;

5° décret : le décret du 28 avril 1999 relatif à l'initiation à l'environnement en Région wallonne.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Toute asbl répondant aux conditions fixées par l'article 5 du décret peut solliciter l'agrément relatif à la prise en charge de la gestion d'un C.R.I.E.

La demande d'agrément doit être transmise en trois exemplaires à l'administration par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception et comprend les renseignements suivants :

1° la dénomination de l'asbl, son adresse, ainsi qu'une copie de la publication de ses statuts et du dernier acte de nomination de ses administrateurs ou une copie certifiée conforme de la demande de publication des statuts;

2° une copie des pièces confirmant les titres pédagogiques et scientifiques des quatre personnes visées à l'article 5, alinéa 3, 2°, du décret;

3° une note décrivant le projet envisagé au regard des missions visées à l'article 4 du décret et les titres scientifiques et pédagogiques du personnel qui est engagé pour l'exécution de ces missions;

4° une estimation du budget nécessaire à la réalisation du projet visé au 3° dans le cadre du montant fixé à l'article 5, § 2.

§ 2. Le Ministre notifie à l'asbl demanderesse l'agrément ou le refus d'agrément dans les trois mois qui suivent la réception de la demande reconnue complète.

**Art. 3.** Le Ministre peut procéder à tout moment au retrait de l'agrément moyennant l'avis du comité d'accompagnement visé à l'article 9 du décret lorsqu'une des conditions suivantes est rencontrée :

1° l'asbl ne correspond plus aux conditions fixées par l'article 5, alinéa 3, du décret;

2° la mission n'a pas été accomplie conformément à son objet tel que défini dans l'agrément;

3° le titulaire de l'agrément s'est opposé au contrôle par l'administration de l'accomplissement de sa mission;

4° le rapport d'activités, le rapport comptable, ou tout autre document devant être communiqué n'ont pas été transmis par le titulaire de l'agrément conformément au délai prescrit par la décision d'agrément;

5° les subventions n'ont pas été affectées aux dépenses qu'elles sont censées couvrir.

Le Ministre informe l'asbl par lettre recommandée avec accusé de réception de l'avis de retrait de l'agrément. L'a.s.b.l. répond dans les trente jours de la réception de l'information par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Ministre statue dans les trente jours de la réception de la réponse.

**Art. 4.** Sans préjudice de l'article 3, le Ministre peut renouveler l'agrément après une période de trois ans.

Trois mois avant la fin de l'agrément, l'a.s.b.l. introduit une nouvelle demande selon la procédure fixée à l'article 2.

Le Ministre statue dans les deux mois de la réception de la demande sur base de l'avis du comité d'accompagnement.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie à l'asbl agréée une subvention annuelle permettant d'assurer le fonctionnement du C.R.I.E.

Font partie des coûts de fonctionnement :

— les dépenses relatives au personnel;

— les coûts de consommation et de fournitures relatifs à la réalisation des missions visées à l'article 4 du décret;

— les charges inhérentes au fonctionnement de l'infrastructure.

§ 2. Le taux de la subvention annuelle est fixé à 90 % des coûts de fonctionnement avec un maximum de cinq millions par C.R.I.E. Ce montant est adapté annuellement à l'indice santé du mois de mai 1999.

§ 3. En vue de bénéficier de la subvention annuelle, l'asbl agréée fait parvenir à l'administration pour le 15 novembre le projet de budget du C.R.I.E. pour l'année suivante et le programme des activités prévues.

§ 4. Le Ministre décide, sur base de l'avis du comité d'accompagnement, dans un délai n'excédant pas un mois de la réception du projet de budget, du principe de l'octroi des subventions sur base des documents visés au § 3.

§ 5. La subvention est liquidée selon les modalités suivantes :

1° une première tranche, d'un montant maximum égal à 40 % de la subvention, à la notification de la subvention sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable, accompagnée du programme d'activités annuel approuvé par le comité de suivi de chaque C.R.I.E.;

2° les tranches suivantes d'un montant total maximum égal à 50 % de la subvention sont liquidées à la fin de chaque trimestre sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable accompagnée d'un rapport d'activités intermédiaire et d'un rapport comptable, approuvés par le comité de suivi de chaque C.R.I.E.;

3° le solde de la subvention est liquidé sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable, accompagnée des pièces justificatives de la subvention, du rapport d'activités visé à l'article 8 du décret et d'un rapport comptable, approuvés par le comité de suivi de chaque C.R.I.E..

§ 6. La comptabilité est tenue conformément à la législation sur la comptabilité des entreprises.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le comité d'accompagnement du réseau des C.R.I.E. comprend :

1° un représentant du Ministre;

2° deux représentants de l'administration, le Directeur général ou son délégué assurant la présidence;

3° un représentant du Commissariat général au Tourisme;

4° un représentant de la Division du Patrimoine de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine;

5° un représentant de la Direction de la Communication du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne;

6° quatre experts portant soit un titre pédagogique, soit un titre scientifique en relation avec des disciplines concernant l'environnement;

7° un représentant élu par l'ensemble des C.R.I.E.

§ 2. Les membres du comité d'accompagnement sont désignés par le Ministre pour une durée de quatre années. Leur mandat est renouvelable.

Pour chaque membre effectif, le Ministre désigne un suppléant qui peut participer aux travaux du comité d'accompagnement. En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat effectif, le membre suppléant achève le mandat en cours.

**Art. 7.** L'administration met à la disposition du comité d'accompagnement les locaux nécessaires.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. L'avis rendu à propos des demandes d'agrément est pris à la majorité simple des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsqu'un quart au moins des membres présents s'opposent à l'avis émis par la majorité, le président complète cet avis par une mention relatant l'opinion divergente.

§ 2. Le comité d'accompagnement est convoqué par le président ou, à défaut, par le Ministre. Il se réunit au minimum deux fois par an. Un observateur désigné par le Ministre peut assister aux travaux du comité d'accompagnement sans droit de vote.

L'inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre de l'Environnement est invité aux réunions.

Le président peut convier toutes personnes ayant des compétences particulières à participer aux travaux du comité d'accompagnement. Celles-ci ne prennent pas part au vote.

§ 3. Le comité d'accompagnement arrête son règlement d'ordre intérieur qui est approuvé par le Ministre. Le règlement d'ordre intérieur précise notamment :

- 1° la procédure de désignation du vice-président et du secrétaire;
- 2° les procédures de convocation des membres, d'établissement de l'ordre du jour, la validation des procès-verbaux, avis et autres documents établis au nom du comité d'accompagnement;
- 3° les modalités de vote et le nombre de participants requis pour siéger valablement;
- 4° les délégations de signatures;
- 5° le fonctionnement du secrétariat.

Les mandats sont gratuits. Les membres du comité d'accompagnement ont droit au remboursement des frais de parcours et des frais de séjours calculés selon les règles applicables aux indemnités pour les fonctionnaires de la Région wallonne. Ils sont assimilés à cette fin aux agents de rang A4.

**Art. 9.** Le comité d'accompagnement est chargé dans le cadre de sa mission:

- 1° de remettre un avis au Ministre sur les demandes, les retraits et les renouvellements d'agrément;
- 2° d'examiner les rapports annuels d'activités et comptables remis par les asbl agréées;
- 3° d'assurer la cohérence et l'évaluation des activités dispensées par l'ensemble des C.R.I.E. en Région wallonne;
- 4° de remettre annuellement un rapport d'évaluation des activités dispensées par les C.R.I.E. au Ministre;
- 5° de formuler toute proposition au Ministre.

**Art. 10.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

D. 99 — 2025

[C - 99/27496]

#### 20. MAI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Umwelterziehung in der Wallonischen Region

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 28. April 1999 über die Umwelterziehung in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Notwendigkeit begründet ist, in Beantwortung der Bemerkungen des Rechnungshofs die zur Gewährung der Betriebsmittel der als Pilotvorhaben gegründeten «centres d'initiation à l'environnement» («C.R.I.E.» - Regionale Zentren für Umwelterziehung) erforderliche gesetzliche Grundlage zu geben;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° «Minister»: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt und die Naturerhaltung gehören;
- 2° «VoE»: eine gemäß dem Gesetz vom 27. Juni 1921 zur Erteilung der Rechtspersönlichkeit an die Vereinigungen ohne Erwerbszweck und öffentlichen Einrichtungen gegründete Vereinigung ohne Erwerbszweck;
- 3° «Verwaltung»: die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;
- 4° «C.R.I.E.» : «centre régional d'initiation à l'environnement»;
- 5° «Dekret»: das Dekret vom 28. April 1999 über die Umwelterziehung in der Wallonischen Region.

**Art. 2 - § 1.** Jede VoE, die den durch den Artikel 5 des Dekrets festgelegten Bedingungen genügt, kann die Zulassung bezüglich der Übernahme der Verwaltung eines «C.R.I.E.» beantragen.

Der Zulassungsantrag muss der Verwaltung in dreifacher Ausfertigung per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbescheinigung übermittelt werden und folgende Auskünfte enthalten:

1° die Bezeichnung der VoE, ihre Anschrift, sowie eine Abschrift der Veröffentlichung ihrer Satzungen und der letzten Ernennungsurkunde ihrer Verwaltungsratsmitglieder oder eine gleichlautende Abschrift des Antrags auf die Veröffentlichung der Satzungen;

2° eine Abschrift der Dokumente, die die pädagogischen und wissenschaftlichen Befähigungen der vier in Artikel 5, Absatz 3, 2° des Dekrets erwähnten Personen bestätigen;

3° eine Mitteilung, in der das beabsichtigte Projekt im Hinblick auf die in Artikel 4 des Dekrets erwähnten Aufgaben und die pädagogischen und wissenschaftlichen Befähigungsnachweise des zur Durchführung der Aufgaben angestellten Personals beschrieben werden;

4° eine Veranschlagung der zur Verwirklichung des in 3° erwähnten Projekts im Rahmen des in Artikel 5, § 2 festgelegten Betrags erforderlichen Haushaltsmittel.

§ 2. Der Minister stellt der antragstellenden VoE innerhalb von drei Monaten nach dem Erhalt des als vollständig befundenen Antrags die Zulassung oder die Ablehnung der Zulassung zu.

**Art. 3 -** Der Minister kann jederzeit nach Stellungnahme des in Artikel 9 des Dekrets erwähnten Begleitausschusses die Zulassung entziehen, wenn einer der folgenden Bedingungen begegnet wird:

1° die VoE entspricht nicht mehr den durch den Artikel 5, Absatz 3 des Dekrets festgelegten Bedingungen;

2° die Aufgabe wurde nicht gemäß ihrer Zielsetzung durchgeführt, so wie sie in der Zulassung bestimmt wurde;

3° der Inhaber der Zulassung hat sich der Kontrolle durch die Verwaltung der Durchführung seiner Aufgabe widersetzt;

4° der Tätigkeitsbericht, der Rechnungsbericht oder jede andere zu übermittelnde Unterlage wurden von dem Inhaber der Zulassung nicht gemäß der in dem Zulassungsbeschluss vorgeschriebenen Frist übermittelt;

5° die Zuschüsse wurden nicht den Ausgaben zugeteilt, die es zu decken galt.

Der Minister informiert die VoE per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung über den Entzugsbescheid der Zulassung. Die VoE gibt ihre Antwort innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der Information per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung. Der Minister fasst innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der Antwort einen Beschluss.

**Art. 4 -** Unbeschadet des Artikels 3 kann der Minister nach einem Zeitraum von drei Jahren die Zulassung erneuern.

Drei Monate vor Ablauf der Zulassung reicht die VoE gemäß dem in Artikel 2 festgelegten Verfahren einen neuen Antrag ein.

Der Minister fasst innerhalb von zwei Monaten nach dem Erhalt des Antrags auf der Grundlage des Gutachtens des Begleitausschusses einen Beschluss.

**Art. 5 - § 1.** Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister der zugelassenen VoE einen jährlichen Zuschuss, durch den es möglich ist, den Betrieb des «C.R.I.E.» zu sichern.

Zu den Betriebskosten gehören:

— die Ausgaben für das Personal;

— die Konsum- und Materialkosten für die Durchführung der in Artikel 4 des Dekrets erwähnten Aufgaben;

— die der Effizienz der Infrastruktur anhaftenden Kosten.

§ 2. Der jährliche Bezuschussungssatz wird auf 90 % der Betriebskosten mit einem Höchstbetrag von fünf Millionen je «C.R.I.E.» festgelegt. Dieser Betrag wird jährlich dem Gesundheitsindex des Monats Mai 1999 angeglichen.

§ 3. Um den jährlichen Zuschuss in Anspruch nehmen zu können, lässt die zugelassene VoE der Verwaltung bis zum 15. November den Haushaltsvoranschlag des «C.R.I.E.» für das folgende Jahr und das Programm der vorgesehenen Tätigkeiten zukommen.

§ 4. Der Minister beschließt auf der Grundlage des Gutachtens des Begleitausschusses innerhalb einer Frist, die einen Monat ab dem Erhalt des Haushaltsvoranschlags nicht überschreitet, über den Grundsatz zur Gewährung des Zuschusses auf der Grundlage der in § 3 erwähnten Unterlagen.

§ 5. Der Zuschuss wird nach folgenden Modalitäten ausgezahlt:

1° ein erster Teilbetrag, dessen Höchstbetrag 40 % des Zuschusses entspricht, bei der Bekanntgabe der Zuschussgewährung gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung, unter Beifügung des von dem Begleitausschuss eines jeden «C.R.I.E.» genehmigten jährlichen Tätigkeitsprogramms;

2° die nachfolgenden Teilbeträge, deren gesamter Höchstbetrag 50 % des Zuschusses entspricht, werden am Ende eines jeden Trimesters gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung, unter Beifügung eines von dem Begleitausschuss eines jeden «C.R.I.E.» genehmigten Zwischenberichts über die Tätigkeiten und Rechnungsberichts ausgezahlt;

3° der Restbetrag des Zuschusses wird bei Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung, unter Beifügung der Belege des Zuschusses, des von dem Begleitausschuss eines jeden «C.R.I.E.» genehmigten in Artikel 8 des Dekrets erwähnten Tätigkeitsberichts und Rechnungsberichts ausgezahlt.

§ 6. Die Rechnungsführung erfolgt gemäß der Gesetzgebung über die Rechnungsführung der Unternehmen.

**Art. 6** - § 1. Der Begleitausschuss des Netzes der «C.R.I.E.» setzt sich aus folgenden Personen zusammen:

- 1° ein Vertreter des Ministers;
- 2° zwei Vertreter der Verwaltung, der Generaldirektor oder sein Stellvertreter, der den Vorsitz übernimmt;
- 3° ein Vertreter des «Commissariat général au Tourisme» (Generalkommissariat für Tourismus);
- 4° ein Vertreter der Abteilung Erbe der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes.
- 5° ein Vertreter der Direktion der Kommunikation des Generalsekretariats des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 6° vier Sachverständige, die entweder ihre wissenschaftlichen oder ihre pädagogischen Befähigungen in Verbindung mit den Fachgebieten bezüglich der Umwelt nachweisen können;
- 7° ein von den gesamten «C.R.I.E.» gewählter Vertreter.

§ 2. Die Mitglieder des Begleitausschusses werden von dem Minister für eine Dauer von vier Jahren bezeichnet. Ihr Mandat kann erneuert werden.

Für jedes effektive Mitglied bezeichnet der Minister einen Stellvertreter, der an den Arbeiten des Begleitausschusses teilnehmen kann. Im Falle einer Vakanz vor Ablauf eines effektiven Mandats führt das stellvertretende Mitglied das laufende Mandat zu Ende.

**Art. 7** - Die Verwaltung stellt dem Begleitausschuss die erforderlichen Räume zur Verfügung.

**Art. 8** - § 1. Das über die Zulassungsanträge abgegebene Gutachten wird mit einfacher Mehrheit der anwesenden Mitglieder abgestimmt. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Wenn sich mindestens ein Viertel der anwesenden Mitglieder dem von der Mehrheit ausgedrückten Gutachten widersetzen, vervollständigt der Vorsitzende dieses Gutachten mit einem Vermerk, in dem die unterschiedliche Auffassung angegeben wird.

§ 2. Der Begleitausschuss wird von dem Vorsitzenden oder in dessen Ermangelung von dem Minister zur Versammlung einberufen. Er kommt mindestens zweimal im Jahr zusammen. Ein von dem Minister bezeichneter Beobachter kann an den Arbeiten des Begleitausschusses ohne Stimmrecht teilnehmen.

Der bei dem Minister der Umwelt beglaubigte Finanzinspektor wird zu den Versammlungen geladen.

Der Vorsitzende kann alle Personen, die über besondere Sachkenntnisse verfügen, aufrufen, an den Arbeiten des Begleitausschusses teilzunehmen. Diese nehmen nicht an der Abstimmung teil.

§ 3. Der Begleitausschuss verabschiedet seine allgemeine Dienstordnung, die von dem Minister genehmigt wird. Die allgemeine Dienstordnung gibt insbesondere Folgendes an:

- 1° das Verfahren zur Bezeichnung des stellvertretenden Vorsitzenden und des Sekretärs;
- 2° die Verfahren zur Einberufung der Mitglieder, zur Aufstellung der Tagesordnung, zur Gültigkeitserklärung der Protokolle, Gutachten und anderen im Namen des Begleitausschusses ausgestellten Unterlagen;
- 3° die Modalitäten für die Abstimmung und die Anzahl der Teilnehmer, die erforderlich ist, um wirksam tagen zu können;
- 4° die Übertragungen der Zeichnungsberechtigungen;
- 5° die Arbeitsweise des Sekretariats.

Die Mandate werden nicht vergütet. Die Mitglieder des Begleitausschusses haben ein Anrecht auf die Rückerstattung der nach den auf die Vergütungen für die Beamten der Wallonischen Region anwendbaren Regeln berechneten Dienstfahrt- und Aufenthaltskosten. Sie werden zu diesem Zweck mit den Bediensteten des Dienstrangs A4 gleichgestellt.

**Art. 9** - Der Begleitausschuss wird im Rahmen seines Auftrags mit folgenden Aufgaben beauftragt:

- 1° dem Minister ein Gutachten über die Zulassungsanträge, -entzüge und -erneuerungen abgeben;
- 2° die von den zugelassenen VoE vorgelegten jährlichen Tätigkeitsberichte und Rechnungsberichte überprüfen;
- 3° die Kohärenz und die Bewertung der in den gesamten «C.R.I.E.» in der Wallonischen Region verrichteten Arbeiten gewährleisten;
- 4° dem Minister jährlich einen Bericht über die Bewertung der in den «C.R.I.E.» verrichteten Arbeiten vorlegen;
- 5° dem Minister jeglichen Vorschlag unterbreiten.

**Art. 10** - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G.LUTGEN

## VERTALING

N. 99 — 2025

[C — 99/27496]

**20 MEI 1999. — Besluit van de Waalse betreffende de milieu-initiatie in het Waalse Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 28 april 1999 betreffende de milieu-initiatie in het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de dringendheid gemotiveerd door de noodzaak de opmerkingen van het Rekenhof te beantwoorden en zodoende een wettelijke basis te geven die noodzakelijk is voor de toekenning van werkingsmiddelen aan de opgerichte experimenteercentra voor leefmilieu-initiatie zodat zij hun opdrachten kunnen vervullen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1. Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden leefmilieu en natuurbehoud behoren;
2. VZW : vereniging zonder winstoogmerk opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;
3. Bestuur : het directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;
4. C.R.I.E. : centrum voor milieu-initiatie;
5. decreet : het decreet van 28 april 1999 betreffende de milieu-initiatie in het Waalse Gewest.

**Art. 2.** § 1. Iedere vzw die aan de in artikel 5 van het decreet gestelde voorwaarden beantwoordt kan de erkenning i.v.m. het beheer van een C.R.I.E. aanvragen.

De erkenningsaanvraag moet in drie exemplaren ingediend worden bij het bestuur bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs en de volgende inlichtingen bevatten :

1. de benaming van de VZW, haar adres alsook een copie van de publicatie van haar statuten en van de laatste benoemingsakte van haar bestuurders of een eensluidend verklaarde copie van de publicatieaanvraag van de statuten;
2. een copie van de bewijsstukken van de pedagogische en wetenschappelijke titels van vier van de in artikel 5, 3e lid, 2° van het decreet bedoelde personen;
3. een beschrijving van het geplande project i.v.m. de in artikel 4 van het decreet bedoelde opdrachten alsook de pedagogische en wetenschappelijke diploma's van het personeel dat in dienst wordt genomen voor de uitvoering van deze opdrachten;
4. een raming van het budget dat nodig is voor de verwezenlijking van het sub 3° bedoelde project in het kader van het bedrag vastgesteld in artikel 5, § 2.

§ 2. De Minister betekent aan de aanvragende VZW de erkenning of de weigering van de erkenning binnen drie maanden na de ontvangst van de als volledig beschouwde aanvraag.

**Art. 3.** Op elk ogenblik kan de Minister de erkenning intrekken op advies van het in artikel 9 van het decreet bedoelde begeleidingscomité indien één van de volgende voorwaarden niet meer vervuld wordt :

1. de VZW beantwoordt niet meer aan de in artikel 5, 3de lid bepaalde voorwaarden;
2. de opdracht werd niet uitgevoerd overeenkomstig haar doelstelling zoals bepaald in de erkenning;
3. de titularis van de erkenning heeft zich verzet tegen de controle door het bestuur van de uitvoering van zijn opdracht;
4. het activiteitenverslag, het boekhoudverslag of welk ander document dan ook dat meegedeeld moet worden en die niet werden overhandigd door de titularis van de erkenning binnen de termijn voorgeschreven bij de beslissing tot erkenning;
5. de toelagen werden niet aangewend voor de uitgaven die zij dienden te dekken.

De Minister informeert de VZW van de beslissing tot intrekking van de erkenning bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs. De VZW antwoordt binnen dertig dagen na ontvangst van deze kennisgeving door middel van een aangetekende brief met ontvangstbewijs. De Minister neemt een beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van het antwoord.

**Art. 4.** Onverminderd artikel 3 kan de Minister de erkenning verlengen na een periode van drie jaar.

Drie maanden voor het einde van de erkenning dient de VZW een nieuwe aanvraag in volgens de in artikel 2 bepaalde procedure.

De Minister neemt een beslissing binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag op grond van het advies van het begeleidingscomité.

**Art. 5.** § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten kent de Minister aan de erkende VZW een jaarlijkse toelage toe om de werking van de C.R.I.E. te verzekeren.

- De uitgaven m.b.t. het personeel,
- de consumptieve kosten en de kosten voor leveringen i.v.m. de uitvoering van de in artikel 4 van het decreet bedoelde opdrachten,
- de lasten verbonden aan de werking van de infrastructuur maken deel uit van de werkingskosten.

§ 2. Het bedrag van de jaarlijkse toelage wordt vastgesteld op 90 % van de werkingskosten met een maximum van vijf miljoen per C.R.I.E.. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de gezondheidsindex van de maand mei 1999.

§ 3. Om aanspraak te maken op de jaarlijkse toelage doet de erkende VZW het begrotingsontwerp van de C.R.I.E. voor het volgende jaar en het programma van de geplande activiteiten aan het bestuur toekomen vóór 15 november.

§ 4. Op grond van het advies van het begeleidingscomité beslist de Minister binnen een termijn die niet langer dan één maand is na de ontvangst van het begrotingsproject over het beginsel de toelagen toe te kennen op basis van de in § 3 bedoelde documenten.

§ 5. De toelage wordt op volgende wijze uitbetaald :

1. bij de notificatie van de toelage, een eerste schijf gelijk aan maximum 40 % van de toelage op voorlegging van een voor waar en echt verklaarde schuldvordering samen met het jaarlijks activiteitenprogramma goedgekeurd door het evaluatiecomité van elke C.R.I.E.;

2. de volgende schijven waarvan het maximum totaal bedrag gelijk is aan 50 % van de toelage worden uitbetaald op het einde van elk kwartaal op voorlegging van een voor waar en echt verklaarde schuldvordering en van een tussenactiviteitenverslag en een boekhoudverslag, die door het evaluatiecomité van elke C.R.I.E. goedgekeurd zijn;

3. het saldo van de toelage wordt vereffend op voorlegging van een voor waar en echt verklaarde schuldvordering samen met de bewijsstukken van de toelage, het in artikel 8 van het decreet bedoelde activiteitenverslag en met een boekhoudverslag, die door het evaluatiecomité van elke C.R.I.E. goedgekeurd zijn.

§ 6. De boekhouding wordt gehouden overeenkomstig de wetgeving op de bedrijfsboekhouding.

**Art. 6.** § 1. Het begeleidingscomité van het C.R.I.E.-netwerk bestaat uit :

1. een vertegenwoordiger van de Minister;
2. twee vertegenwoordigers van het bestuur; het voorzitterschap wordt waargenomen door de directeur-generaal of zijn afgevaardigde;
3. een vertegenwoordiger van het Commissariaat-generaal voor Toerisme;
4. een vertegenwoordiger van de Afdeling Patrimonium van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium;
5. een vertegenwoordiger van de Directie Communicatie van het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest;
6. vier deskundigen met een pedagogische of een wetenschappelijke titel in verband met vakken rond het leefmilieu;
7. een door alle C.R.I.E. gekozen vertegenwoordiger.

§ 2. De leden van het begeleidingscomité worden door de Minister aangesteld voor een termijn van vier jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Voor ieder gewoon lid duidt de Minister een plaatsvervanger aan die deel kan nemen aan de werken van het begeleidingscomité. Indien het mandaat van een gewoon lid vacant wordt voor zijn afloop voltooit het plaatsvervangend lid het lopend mandaat.

**Art. 7.** Het bestuur stelt de nodige lokalen ter beschikking van het begeleidingscomité.

**Art. 8.** § 1. Er wordt uitspraak gedaan over de erkenningsaanvragen bij gewone meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking der stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Wanneer ten minste een vierde van de aanwezige leden zich verzet tegen een advies gegeven door de meerderheid vult de voorzitter deze uitspraak aan door de tegengestelde opinie te vermelden.

§ 2. Het begeleidingscomité wordt door de voorzitter bijeengeroepen of, in voorkomend geval, door de Minister. Het vergadert minstens twee keer per jaar. Een door de Minister aangestelde waarnemer kan, zonder stemgerechtigd te zijn, de werkzaamheden van het begeleidingscomité bijwonen.

De bij de Minister van Leefmilieu geaccrediteerde inspecteur van Financiën wordt op de vergaderingen uitgenodigd.

De voorzitter kan iedereen met bijzondere bevoegdheden op de werkzaamheden van het begeleidingscomité uitnodigen. Zij nemen niet deel aan de stemming.

§ 3. Het begeleidingscomité maakt zijn huishoudelijk reglement op dat door de Minister wordt goedgekeurd. Het huishoudelijk reglement bepaalt met name :

1. de procedure voor de benoeming van de ondervoorzitter en de secretaris;
2. de procedures voor de uitnodiging van de leden, voor het opmaken van de agenda, de bekrachtiging van de processen-verbaal, de adviezen en andere documenten opgemaakt namens het begeleidingscomité;
3. de modaliteiten van de stemming alsook het aantal leden vereist om geldig te zetelen;
4. de delegaties inzake handtekeningen;
5. de werking van het secretariaat.

De mandaten worden onbezoldigd uitgeoefend. De leden van het begeleidingscomité hebben recht op de terugbetaling van de reiskosten en van de verblijfkosten berekend volgens de regels die gelden voor de vergoedingen van de ambtenaren van het Waalse Gewest. Daartoe worden zij gelijkgesteld met ambtenaren van rang A4.

**Art. 9.** In het kader van zijn opdracht is het begeleidingscomité belast met :

1. de Minister een advies te geven over de aanvragen, de schorsingen en de verlengingen van de erkenningen;
2. de door de erkende VZW's ingediende activiteiten- en boekhoudjaarverslagen;
3. de coördinatie en de evaluatie van de activiteiten georganiseerd door alle C.R.I.E. in het Waalse Gewest;
4. het overhandigen aan de Minister van het jaarlijks evaluatieverslag over de door alle C.R.I.E. georganiseerde activiteiten;

5. voorstellen te doen aan de Minister.

**Art. 10.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen 20 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON  
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN



F. 99 — 2026

[C - 99/27498]

**20 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 10, 14, 15 et 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 30 octobre 1997, 23 juillet 1998 et 25 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1999 pris en exécution de l'article 35, § 4, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 29 avril 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 mai 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le revenu minimum mensuel garanti est appliqué pour les travailleurs en entreprises de travail adapté en date du 1<sup>er</sup> janvier 1999 en vertu de la convention collective du 23 novembre 1998, il s'impose d'urgence de prendre une mesure visant à permettre aux entreprises de travail adapté de faire face à cette obligation;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées, les termes « ou en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 1994 fixant les conditions d'octroi de l'intervention dans la rémunération et les charges sociales accordées par le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées aux employeurs publics qui occupent des travailleurs handicapés en vue de compenser leur perte de rendement » sont remplacés par les termes « ou en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi ».

**Art. 3.** Un deuxième et un troisième alinéas, rédigés comme suit, sont insérés dans l'article 5 du même arrêté :

« Le pourcentage, visé à l'alinéa précédent, est réévalué selon l'importance de la perte de rendement du travailleur handicapé, à savoir :

- pour une perte de rendement de 60 à 64 % : + 1 %;
- pour une perte de rendement de 65 à 69 % : + 2 %;
- pour une perte de rendement de 70 à 75 % : + 3 %;
- pour une perte de rendement de plus de 75 % : + 4 %.

Cette réévaluation concerne tous les travailleurs handicapés occupés dans l'entreprise de travail adapté, dont la perte de rendement a été évaluée sur base du présent arrêté ».

**Art. 4.** L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le pourcentage d'intervention relatif à la perte de rendement ne peut en aucun cas excéder 85 %.

Toutefois, ce pourcentage peut faire l'objet des réévaluation et majoration prévues aux articles 5 et 6*bis* du présent arrêté ».

**Art. 5.** Un article 6*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Le pourcentage d'intervention est majoré de 5 % pour les travailleurs handicapés qui étaient occupés sans interruption dans la même entreprise de travail adapté, au 30 septembre 1998 et dont le salaire horaire brut était, à cette date, inférieur à 273,69 francs.